

« ...Il faut 180 milliards de dollars par an pour permettre à tout le monde d'avoir accès à l'eau, à un minimum de santé, etc. Or on dépense près de 800 milliards de dollars par an pour l'armement. »



Photos : © WHO/P. VINCOT

L'eau n'est p

Conseiller à la Commission Européenne, président du G...
l'Eau et auteur du Manifeste de l'Eau. Sans relâche, il m...
d'âge, de sexe, de race et de richesse. Un témoignage o

En Belgique, nous disposons de larges ressources d'eau douce. Mais quel constat peut-on faire aujourd'hui en matière d'accès à l'eau dans le monde ?

Premier constat : Nous vivons dans une société qui accepte que le droit à la vie, qui passe par le droit à l'eau, ne soit pas reconnu pour tout le monde. En effet, plus d'un milliard et demi de personnes n'ont pas accès à l'eau potable saine. Et plus du tiers de la population mondiale n'a aucun service sanitaire, donc pas d'hygiène. Or, sans hygiène, on attrape plein de maladies. Et c'est la même chose lorsqu'on n'a pas accès à l'eau potable saine. Chaque jour, 30 000 personnes meurent de maladies liées au manque d'eau. Mais il semble que la vie de certaines personnes ne compte pas parce qu'elles sont pauvres. Il faut donc se battre pour que dans 15 ans ou 20 ans, tout le monde ait le droit à la vie.

Second constat : nous sommes de mauvaises mères et mauvais pères de famille parce que nous sommes en train de détruire le bien commun, c'est-à-dire l'eau et la planète. On fait usage des ressources hydriques de manière déraisonnable. Un peu partout, on assèche et on pollue des fleuves, des lacs et même les eaux souterraines. La pluie elle-même est contaminée. Aujourd'hui, on ne récolte plus l'eau de pluie parce qu'elle est complètement acide. La quantité d'eau douce est aujourd'hui la même qu'auparavant mais l'eau accessible aux êtres humains diminue sans cesse.

Le troisième constat c'est que les populations de tous les pays du monde ont abandonné l'idée que l'eau est un bien commun mondial. L'eau en Belgique n'appartient pas à la communauté belge; les Belges ont droit à l'eau qui est sur leur territoire, mais ils ne peuvent pas en faire une propriété belge. Il n'existe pas de souveraineté sur l'eau. Et pourtant, on est en train de la privatiser, de la transformer en marchandise, comme le pétrole. C'est pour cela qu'on l'appelle aujourd'hui « l'or bleu ». L'eau n'est plus une source de vie et de paix mais une source de mort et de guerre.

Quelle évolution prévoit-on pour les années à venir ?

Aujourd'hui on privatise l'eau, ce qui signifie des contrôles exclusifs sur l'eau. De ce fait, on annonce des conflits : entre les paysans qui veulent l'eau pour l'agriculture et les citoyens qui veulent l'eau pour leur maison, entre plusieurs régions comme c'est déjà le cas par exemple en Espagne entre l'Ebre et l'Andalousie. On nous prévoit aussi beaucoup de guerres de l'eau entre pays. Et le phénomène risque de s'amplifier parce que la population augmente tandis que les ressources en eau potable diminuent. Les spécialistes de l'eau disent qu'en 2030, 60 % de la population mondiale - qui sera alors de 8 milliards de personnes - habitera dans des régions qui n'auront pas accès à l'eau. À Johannesburg, les signataires de 89 pays ont dit qu'il n'était pas possible de donner l'eau à tout le monde, qu'on pouvait seulement diminuer de moitié le nombre des gens n'ayant pas accès à l'eau.

Les estimations les plus pharaoniques estiment qu'il faut 180 milliards de dollars par an pour permettre à tout le monde d'avoir accès à l'eau, à un minimum de santé, etc. Or on dépense près de 800 milliards de dollars par an pour l'armement. Et chez nous, dans les pays développés, on donne 347 milliards de dollars par an en subsides pour l'agriculture.

Mais les experts disent que ça va coûter trop cher de donner l'accès à l'eau à tout le monde, que les gens ne veulent plus

pas une marchandise

groupe de Lisbonne, Riccardo PETRELLA est l'un des fondateurs du Comité Mondial de l'eau pour que l'accès à cette ressource vitale soit donné à tous, sans discrimination et qui ne peut pas laisser indifférent.



payer de taxes, que les pouvoirs publics n'ont pas d'argent et que donc la priva(tisa)tion doit continuer. Il n'y aura bientôt plus que les riches qui pourront s'offrir de l'eau.

Pour que tout être humain ait accès à un minimum vital d'eau potable, vous prônez un « Contrat mondial de l'eau ». Quels en seraient les grands principes ?

D'abord, il faudrait rendre constitutionnel le droit à l'accès à l'eau. La reconnaissance comme droit constitutionnel ne garantit pas la solution au problème mais les citoyens ont au moins un droit à faire valoir. À l'heure actuelle, les dominants affirment que l'eau est un besoin vital. Il y a une grande différence entre un besoin vital et un droit. Si c'est un droit, il appartient à la collectivité de créer les conditions pour qu'on le garantisse et qu'on le protège. Si c'est un besoin vital, on délègue à la responsabilité individuelle les moyens de le satisfaire.

Il faudrait reconnaître que l'eau est un bien commun qui appartient aux humains, aux plantes, aux animaux. Puisque nous nous considérons comme l'espèce la plus développée, nous avons la responsabilité de maintenir les conditions à la vie pour les autres. Et si l'eau est un bien commun, nous aurons l'obligation de la respecter.

On devrait affirmer aussi la responsabilité collective du financement de tous les coûts liés à l'eau pour permettre à tout le monde d'y avoir accès. Cela concerne l'entretien des ressources

hydriques, le transfert, l'épuration, la distribution, la gestion, le traitement des eaux

usées, etc. Mais qui est prêt à cela dans nos pays dominés par des

logiques de privatisation ? La majorité des politiciens

ne l'acceptent pas, en disant notamment

qu'on ne peut pas augmenter les impôts. Alors

on dit que ce sont les consommateurs qui doivent financer l'eau.

Nous demandons également de changer l'agriculture. Elle représente 70 % de l'ensemble des prélèvements d'eau douce dans le monde. Et 40 % de ces 70 % vont à l'irrigation. Mais, avec les systèmes d'irrigation, il y a des pertes de 40 %. Donc l'agriculture détruit sans même l'utiliser 28 % des prélèvements totaux mondiaux. Avec ces pertes, on pourrait donner de l'eau à tout le monde.

On devrait encore faire participer les gens à la gestion environnementale de l'eau. Ce qui veut dire multiplier les formes d'information, de conscientisation. Il faut dire aux gens : « l'eau c'est votre affaire ». Au contraire, maintenant, partout dans le monde - même ici en Belgique -, on commence à faire rentrer petit à petit le capital privé dans la gestion de l'eau.

Et pour gérer tout ça, régler les tensions, il faut créer une autorité publique mondiale de l'eau, sur le modèle de l'organe de résolution des conflits de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce). C'est la seule véritable autorité politique mondiale existant aujourd'hui. Alors pourquoi n'accepterait-on pas un tel organe pour la vie et l'eau ? Parce que nous, les puissants, avons intérêt au commerce de l'eau...

Pensez-vous que l'éducation a un rôle à jouer pour lutter contre ces problèmes et ces injustices ?

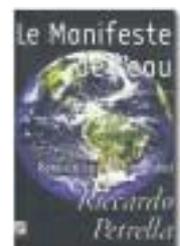
Au Comité international pour le Contrat mondial de l'eau, nous nous considérons comme un mouvement d'éducation populaire. Nous pensons que la plupart des systèmes de médias désinforment ou n'informent pas correctement les citoyens. Des associations, des mouvements comme le nôtre jouent ce rôle de sensibilisation, d'éducation en donnant d'autres analyses à travers des livres, des articles... L'éducation à l'école a aussi un rôle énorme à jouer, dès la petite enfance, mais surtout pour les jeunes entre 13 et 20 ans.

Ça ne doit pas rester des initiatives ponctuelles mais devenir une vraie politique. Si on veut changer les mentalités, bien sûr, il faut commencer dès l'école... Mais c'est aussi indispensable de s'adresser aux adultes, parce que ce sont eux qui détiennent le pouvoir...

Propos recueillis par Nathalie PINSON



© WHO/P. VIROT



Le Manifeste de l'eau, pour un contrat mondial. Éditions Labor, Bruxelles, 1998, env. 12 €.